

---

**Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte**  
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris  
(Institut historique allemand)  
Band 16/3 (1989)

DOI: 10.11588/fr.1989.3.53784

---

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

seinem Buch vermutet (S. 8). Diese Lücke im Schrifttum, die sich inzwischen zu füllen beginnt, ist umso auffälliger, als die Besatzungsmacht im Frankreich der Jahre 1940–1944 ja die eigentliche und dominierende Kraft war, in der wohl die Historiker die späteren Verlierer erkennen, die aber den meisten Zeitgenossen lange Zeit als die Seite der Sieger erschien. Steinberg entgeht bei seiner Untersuchung der deutschen Besatzungsherrschaft in Frankreich nicht völlig der Vermischung der Bewertungsmaßstäbe, die sich aus dem im Zeitablauf eingetretenen Rollentausch ergibt; seine Darstellung von Organisation und Funktion der deutschen Dienststellen in Frankreich, die sich überwiegend nach dem Prinzip der indirekten Herrschaft auf die französische Verwaltung stützten, belegt indessen eindrucksvoll, wie leicht eine zu starke Konzentration auf die traditionelle französische Betrachtungsweise – Résistance versus Kollaboration – an der komplexen Wirklichkeit vorbeigehen und einseitig werden kann. In groben und einfachen Strichen werden die wesentlichen Aspekte des Verhältnisses von Besatzern zu Besetzten herausgearbeitet: die Rolle von Militärverwaltung und Diplomaten bei Kunstraub und Geislerschießungen, die zunächst verdeckte, dann offene Zusammenarbeit zwischen Gestapo und Vichy-Polizei gegen »communistes, terroristes, saboteurs«, die Wirkung des Repressionsapparates in den umstrittenen Zwangsarbeiter- und Judenfragen. In einem Exkurs werden die besonderen Probleme der Besatzungsherrschaft in der Provinz (in Bordeaux, Toulouse, Marseille) behandelt; und schließlich die Endphase der Besatzung 1944, in der die Militärs den Zivilisten das Kommando wieder aus der Hand nahmen. Die Darstellung wird aufgelockert durch ausgezeichnete Kurzbiographien der Akteure, der Stülpnagel, Abetz, Knochen, Oberg usw. Die Befunde beruhen auf ausgedehnten Studien in deutschen und französischen Archiven, aus denen gelegentlich ausführlich zitiert wird, dazu auf Befragungen von Zeitzeugen und einer Auswertung der Forschungsliteratur. Leider verzichtet der Autor ganz auf einen Anmerkungsapparat; zu erwähnen ist auch, daß man sich trotz eines Abkürzungsverzeichnisses nur schwer in den Abkürzungen zurechtfindet. Völlig ausgeblendet bleibt der Aspekt der wirtschaftlichen Ausbeutung Frankreichs und der sich auf dieses Ziel richtende Teil des Besatzungsapparates.

Insgesamt liegt hier aber ein Buch vor, das in übersichtlicher Form wesentliche Aspekte der vierjährigen Anwesenheit deutscher Militärs und Zivilisten in Frankreich vorstellt. In einem abschließenden Resümee sieht Steinberg in der erzwungenen »Kollaboration« der Kriegsjahre, die ja im Grunde im gemeinsamen Disaster endete, einen nicht zu unterschätzenden Quellgrund für den Erfolg der deutsch-französischen Verständigungsbemühungen nach 1945.

Franz KNIPPING, Tübingen

Willi A. BOELCKE, Die Kosten von Hitlers Krieg, Paderborn (Schöningh) 1985, 220 p. (Sammlung Schöningh zur Geschichte und Gegenwart).

Ce livre est le point d'aboutissement actuel des recherches commencées par W. A. Boelcke dans les années 50 et portant sur l'histoire économique récente de l'Allemagne. L'auteur a ainsi déjà publié en 1969 un travail sur la politique d'armement de Hitler de 1942 à 1945, à la lueur de ses entretiens avec Albert Speer, et un autre, plus général, en 1983, sur l'économie allemande de 1930 à 1945.

Le présent ouvrage s'attache à étudier le développement compliqué du processus d'inflation ordonné et organisé par Hitler, mais prolongé ensuite pendant trois ans par les Alliés jusqu'à la réforme monétaire. Articulé en trois parties, il s'intéresse d'abord au financement du réarmement allemand de 1933 jusqu'au début de la guerre. Les énormes dépenses engagées alors par l'Etat furent couvertes à l'aide d'emprunts impossibles à rembourser à brève échéance et compensés par une émission massive de moyens de paiement. Seul un découplage total entre une économie nationale dirigée et l'économie mondiale, permit alors, en dépit d'une forte

augmentation de la dette publique, de contenir la poussée inflationniste. Cette politique permit même de maintenir quelques temps l'illusion d'une stabilité des prix.

Le financement de la guerre proprement dit, objet du deuxième chapitre, entraîna naturellement, en raison des dépenses militaires directes ou indirectes, une très forte augmentation des dépenses publiques. Celles-ci restèrent, même après la guerre, fixées à un niveau bien supérieur à celui de l'avant-guerre, ainsi que le montre la troisième partie de cet ouvrage. Mais le plus intéressant dans le livre de W. A. Boelcke est assurément la tentative qu'annonce son titre même, d'évaluer le coût global des guerres hitlériennes.

Aux 62 milliards de Reichsmarks dépensés pour le réarmement jusqu'à fin août 1939, s'ajoutent environ 614 milliards pour la période des conflits armés proprement dite, et 40 milliards pour les dépenses de guerre à l'étranger. Il fallut donc au moins 716 milliards de Reichsmark pour financer l'ensemble du conflit jusqu'en mai 1945, mais, d'après l'auteur, on peut estimer au moins au même montant les dépenses découlant de la guerre que les Allemands eurent à supporter après 1945 et continuent encore à supporter pour certaines, malgré les mesures monétaires radicales. A titre de comparaison, le bilan est tout aussi terrifiant du côté allié: d'après les chiffres américains, la deuxième guerre mondiale coûta aux Etats-Unis 288 milliards de Dollars, compte non tenu des indemnités aux victimes et des intérêts des emprunts de guerre. Dans sa froide objectivité, faisant volontairement abstraction de l'inchiffrable valeur des souffrances humaines, ce bilan parle de lui-même.

Marie-France LUDMANN-OBIER, Strasbourg

Josef BECKER, Franz KNIPPING (Ed.), *Power in Europe? Great Britain, France, Italy and Germany in a Postwar World, 1945-1950*, Berlin, New York (Walter de Gruyter) 1986, 583 p.

Au début des années 80, des historiens originaires de quatre pays européens – France, Angleterre, Italie et RFA – ont entamé une réflexion collective sur le thème de la puissance en Europe. Lors du colloque qui se tint au château de Sèvres, en avril 1982, ils définirent un cadre de référence pour l'analyse des «perceptions de la puissance» en 1938, c'est-à-dire à une époque où les Etats qui avaient participé à la conférence de Munich agissaient dans le cadre d'un système multipolaire et se considéraient encore comme des acteurs majeurs sur la scène internationale<sup>1</sup>. Après 1945 ces illusions se sont dissipées, même si la France et l'Angleterre ont continué de revendiquer le statut de grande puissance et ont obtenu un siège permanent au Conseil de Sécurité. L'Italie avait adopté un profil bas sans pour autant renoncer à défendre ses intérêts dans l'espace méditerranéen et en Afrique. Seule l'Allemagne de «l'année zéro» semblait avoir pris conscience de la vanité d'une politique de puissance que les pratiques abusives du nazisme avaient discréditée.

Or, les pays européens ruinés par la guerre avaient besoin de concours extérieurs pour se relever économiquement et, en acceptant l'aide Marshall, ils souscrivirent à des conditions qui restreignaient considérablement leur liberté d'action. Par ailleurs, la rupture de l'alliance de guerre entre les Anglo-Américains et les Soviétiques, et la confrontation Est-Ouest qui s'ensuivit conduisirent à des alignements diplomatiques et militaires qui réduisaient à néant les projets d'une Europe s'affirmant comme une «troisième force». Enfin, la brutalité avec laquelle les pays d'Europe centrale et orientale furent intégrés au «camp socialiste» et la crainte d'une expansion du communisme accélérèrent le processus de constitution de l'alliance atlantique et, en 1950, on était convaincu qu'il n'y avait pas d'alternative à la protection

<sup>1</sup> René GIRAULT, Robert FRANK (Ed.), *La Puissance en Europe 1938-1940*, Paris (Publications de la Sorbonne) 1984. Pour un compte rendu voir FRANZIA 13 (1985) p. 909.